

À brève échéance, le Comité partage l'avis de ceux qui recommandent la continuité. La possibilité de réductions massives en Europe est de loin trop importante et trop pleine de conséquences pour que le Canada perturbe la situation en restructurant son engagement européen. Toutefois, le Canada devrait réexaminer ses arrangements actuels afin de confirmer sa politique actuelle en matière d'éléments terre, ou en adopter une nouvelle. Dans cette optique, le Comité propose les choix suivants qui constituent au moins pour le gouvernement les principales politiques sur le sujet.

La première option — La première option est le statu quo, que l'on peut définir comme le maintien des effectifs actuels des forces terrestres en Europe, mais sans offrir la capacité de les remplir. Comme on l'a mentionné dans les pages précédentes, il s'agit de la situation que nous vivons et qu'a aggravée le Budget d'avril 1989. Ce choix est attrayant à court terme — c'est-à-dire pendant la durée des négociations de réduction des armes conventionnelles à Vienne — mais il soulève deux problèmes que l'on ne peut ignorer à long terme. En effet, les négociations peuvent être prorogées, ce qui est tout à fait possible compte tenu de la complexité du dossier. De plus, l'immobilisme traduit une certaine indifférence envers les dangers auxquels est exposé le soldat canadien en Europe, surtout si l'on ne fait rien pour relever la structure, les engagements et les équipements des forces.

La deuxième option — La deuxième option est le statu quo relevé qui n'entraîne aucune modification des engagements mais qui prévoit la capacité de le respecter. Il s'agit en réalité de la Structure 2002 des Forces qui est fondée sur le Livre blanc et qui prévoit la consolidation en Europe et la disponibilité du matériel nécessaire pour accomplir le travail efficacement. En d'autres termes, on donnerait suite aux trois grandes priorités des cadres militaires supérieurs — 250 nouveaux chars de combat, 4 000 véhicules blindés légers et les trois volets du Système de commandement, de contrôle et de communications. De plus, on réaliserait tous les programmes secondaires qui doivent être mis en oeuvre pour que les forces continuent d'être une unité légère blindée pouvant servir de réserve stratégique au Groupe d'armées du Centre. Le coût de ces réalisations se chiffrerait à 18 milliards sur quinze ans.

Le gouvernement et les cadres militaires supérieurs ont rejeté le statu quo relevé lorsqu'ils ont annulé deux des trois volets du Système de commandement, de contrôle et de communications et modifié les modalités d'acquisition de nouveaux chars de combat. Dans la meilleure des situations, au lieu d'en acheter 250 on ne ferait que remplacer les chars actuels, mais sans aucune garantie en ce sens. Le Livre blanc n'a pas été relégué aux oubliettes et les engagements du Canada demeurent les mêmes, mais les réductions semblent avoir été imposées sans égard à l'incidence sur les politiques et sans tracer une nouvelle voie.

La troisième option — La troisième option serait le retrait des éléments terrestres de l'Europe. Puisque nous sommes dans l'impossibilité de remplir nos engagements, nous décidons unilatéralement que notre apport à la réduction des armes classiques est tout simplement le rappel des troupes. Certains officiers semblent être d'avis que ce choix est la seule conséquence possible. Ils sont aigris par l'indécision du gouvernement de consacrer les fonds nécessaires pour équiper une force d'usage général en Europe et ils n'entrevoient aucun autre rôle européen